

N° 4137¹⁰

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 1997-1998

PROJET DE LOI

**portant sur la promotion des droits de l'enfant
et de la protection sociale de l'enfance**

**AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES SUR
LES AMENDEMENTS GOUVERNEMENTAUX**

(12.12.1997)

Par lettre du 14 novembre 1997, réf. 6435/Dde/MM/ST, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, a soumis les amendements gouvernementaux relatifs au projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. La modification majeure intervenue au niveau de la forme consiste dans le fait que le projet de loi initial et le projet de règlement grand-ducal y relatif ont été fusionnés en un seul et unique projet.

Au niveau du contenu, certains des changements proposés concernent notamment l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (ORK), le placement des enfants ainsi que le Bureau de l'Enfance qui n'est plus repris dans la nouvelle version du projet sous avis.

2. Concernant l'ORK, le projet fait de la tâche du président une tâche à plein-temps.

Cette modification trouve l'approbation de la Chambre des Employés Privés et elle s'accorde avec les auteurs du projet pour dire qu'un président disponible de façon permanente rend plus facile une identification par le grand public et par les enfants en particulier.

3. Relativement à la composition du ORK qui reste inchangée, la CEP•L se permet de réintégrer sa position développée dans son avis XVI/19/96 du 7 juin 1996. Si elle salue l'introduction dans le projet d'une notion de partage de postes entre les deux sexes, elle estime que les compétences doivent primer dans le choix des membres du ORK.

4. Des modifications sont également intervenues au niveau des missions et du pouvoir reconnus à l'ORK. La CEP•L constate que la nouvelle version envisage ces pouvoirs et missions de façon moins large que le projet initial. Ainsi, la nouvelle version supprime l'alinéa permettant à l'ORK d'étendre ces missions à toutes les questions dans lesquelles sont impliqués des droits de l'enfant et d'émettre son avis sur les autres mesures concernant les droits de l'enfant.

Notre Chambre estime qu'aucune mesure en matière de droit de l'enfant ne devrait être exclue du champ de compétence de l'ORK. Dans l'intérêt des enfants, il doit pouvoir opérer et surtout connaître aussi largement que possible toutes les actions menées dans le cadre des droits des enfants.

5. En rapport avec l'article 13 du projet sous avis, notre Chambre constate que le projet reprend une initiative par elle proposée dans son avis du 7 juin 1996 précité. Ainsi, le nouvel article prévoit que le Ministre de la Famille et le Ministre de la Jeunesse programment et coordonnent la politique de la protection sociale de l'enfance.

Notre Chambre approuve ce partage de compétences à la lumière de la Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 qui définit l'enfant comme tout être humain âgé de moins de 18 ans.

6. L'article 20 du projet sous avis stipule que le Ministre de la Famille prendra les mesures nécessaires pour qu'un enfant placé ou à placer soit entendu pour toute décision le concernant et qu'il puisse adresser le cas échéant des plaintes aux personnes externes aux services de placement impliqués.

Le projet ne précise cependant pas sous quelle forme ces mesures seront prises.

Ainsi, afin de ne pas rester aux engagements formels et de conférer un caractère contraignant aux mesures envisagées, notre Chambre estime que ces mesures devraient être fixées par voie de règlement grand-ducal.

7. Notre Chambre réitère enfin son souhait de voir procéder à une analyse des mesures prises pour la promotion des droits de l'enfant et la protection sociale de l'enfance après une période de deux à trois ans, ceci afin de pouvoir les réajuster le cas échéant.

Luxembourg, le 12 décembre 1997

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Théo WILTGEN

Le Président,
Jos KRATOCHWIL